

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1, rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 4 décembre 2025

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18 novembre 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LECUREUR**

Le 109  
1 rue Berthe Morisot - 76100 ROUEN  
CS 71133 - 76175 ROUEN CEDEX  
76100 Rouen

Références : UDRD.2025.12.R.01  
Code AIOT : 0005801426

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de la visite d'inspection réalisée le 18 novembre 2025 dans l'établissement LECUREUR implanté 1 bis, avenue de Quenneport 76380 Val-de-la-Haye. L'inspection avait été annoncée le 10 novembre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 18 novembre 2025 intervenait à l'issue des travaux d'insonorisation menés par l'exploitant au niveau des filtres et du convoyeur de transilage reliant le silo vertical (en bord de Seine) au silo plat (situé plus au Sud, côté opposé de l'avenue de Quenneport), dans le cadre de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 septembre 2021 et de l'arrêté préfectoral de suspension partielle du 19 juin 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LECUREUR
- 1 bis, avenue de Quenneport 76380 Val-de-la-Haye
- Code AIOT : 0005801426
- Régime : autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non
- Activité : silo céréalier portuaire.

**Contexte de l'inspection :**

- Plainte
- Récolement
- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Bruits et vibrations

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection
1	Mesures des niveaux sonores après travaux d'insonorisation	Article 1 <sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 septembre 2021	Demande de justificatif à l'exploitant, demande d'action corrective

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis d'apprécier de façon qualitative la réduction des émissions sonores du convoyeur de transilage suite aux travaux d'insonorisation.

L'exploitant a indiqué que les résultats provisoires ne sont pas pleinement conformes et a d'ores et déjà programmé une nouvelle intervention de la société chargée des travaux le 8 décembre 2025.

L'exploitant reviendra vers l'inspection des installations classées pour préciser les travaux d'amélioration retenus, le planning correspondant et la date de la prochaine campagne de mesure des niveaux sonores.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mesures des niveaux sonores après travaux d'insonorisation

<b>Référence réglementaire :</b> article 1 <sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 septembre 2021
<b>Thème(s) :</b> risques chroniques, conformité des niveaux sonores
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société LECUREUR, dont le siège social est situé 27, rue Jean-Jacques Rousseau 75001 PARIS, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• [...]</li><li>• sous 2 mois, l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et l'article VII.1° de l'arrêté préfectoral du 23 mars 1992, avec l'installation de bardages phoniques ou la mise en œuvre de tout autre procédé d'efficacité équivalente permettant de réduire les nuisances sonores liées au fonctionnement du circuit de transilage entre le silo vertical et le silo plat ; la non-conformité constatée le 13 septembre 2021 pourra être considérée comme régularisée sur présentation de résultats de mesures de niveaux sonores en limite de propriété conformes aux seuils définis à l'article VII.4° de l'arrêté préfectoral du 23 mars 1992.</li></ul>
<b>Constats :</b>  La visite d'inspection du 18 novembre 2025 intervenait à l'issue des travaux d'insonorisation menés par l'exploitant au niveau des filtres et du convoyeur de transilage reliant le silo vertical (en bord de Seine) au silo plat (situé plus au Sud, côté opposé de l'avenue de Quenneport).  En vue du récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 septembre 2021, l'exploitant avait informé l'inspection de la date retenue pour effectuer de nouvelles mesures des niveaux sonores. Ces mesures étaient en cours le jour de la visite.  La visite d'inspection du 18 novembre 2025 a permis : <ul style="list-style-type: none"><li>• de constater in situ les moyens de mesures des niveaux sonores mis en œuvre par le prestataire, sur le site, en limite de propriété, ainsi que chez les riverains, en zone à émergence réglementée ;</li><li>• et d'assister au fonctionnement du convoyeur de transilage, d'abord en charge, puis à vide, le temps d'un court essai à la demande de l'inspection.</li></ul> Depuis le trottoir longeant les habitations voisines, l'inspection des installations classées a pu apprécier la diminution substantielle des niveaux sonores (comparativement aux constats du 13 septembre 2021, quatre ans auparavant). En l'occurrence, d'un point de vue qualitatif, en termes d'intensité sonore à l'instant T, le trafic routier (véhicules légers et poids lourds) dépasse le niveau sonore des installations de transilage.  Toutefois, par appel téléphonique le 28 novembre 2025, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées de la réception des résultats provisoires des mesures mettant en évidence un

dépassement des seuils des niveaux sonores autorisés en limite de propriété et en zone à émergence réglementée côté rue. Il convient de souligner que les niveaux sonores mesurés en zone à émergence réglementée côté falaise sont néanmoins conformes, selon ces premiers résultats.

L'exploitant a précisé avoir mandaté sans délai la société chargée des travaux d'insonorisation, dont une nouvelle intervention pour recherche d'améliorations du dispositif d'insonorisation est d'ores-et-déjà prévue le 8 décembre 2025.

**Demande n° 1 : l'exploitant reviendra vers l'inspection des installations classées pour préciser les travaux d'amélioration retenus, le planning correspondant et la date de la prochaine campagne de mesure des niveaux sonores**

**Type de suites proposées :** avec suites

**Proposition de suites :** demande de justificatif à l'exploitant, demande d'action corrective